



24.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2025 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2026–2028

Budget de la Confédération 2025 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2026–2028

Différences – Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.12.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 09.12.24 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.24 (DIFFÉRENCES - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.12.24 (DIFFÉRENCES - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.12.24 (DIFFÉRENCES - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.12.24 (DIFFÉRENCES - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.12.24 (DIFFÉRENCES - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.12.24 (DIFFÉRENCES - DIVERGENCES)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir beraten den Antrag der Einigungskonferenz zu allen Positionen in einer Debatte. Der Antrag der Minderheit Funiciello wurde zurückgezogen. Ich erteile zuerst Frau Bundesrätin Keller-Sutter das Wort. Sie geht anschliessend gleich in den Ständerat.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich danke Ihnen herzlich für die Worterteilung. Es ist unüblich, dass der Bundesrat zuerst spricht. Es ist mir ein Anliegen, Ihnen und Ihren Finanzkommissionen für die Arbeit, die Sie geleistet haben, herzlich zu danken – nicht nur in den letzten Wochen in den Räten, sondern eben auch in den Finanzkommissionen und in den Subkommissionen. Ich habe gestern in den Medien gehört, wir hätten 24 Stunden rund um das Budget getagt. Das ist ein ganzer Tag und eine ganze Nacht. Darin sind die Differenzbereinigungen in den Kommissionen noch nicht einberechnet.

Ich danke Ihnen, wenn Sie heute dem Antrag der Einigungskonferenz zustimmen. Damit widersprechen wir auch den Prognosen der Medien; wir haben nämlich ein Budget 2025. Ich bin dankbar, dass dieses gemäss den Regeln der Schuldenbremse ausgestaltet ist. Das ist das eine. Und das andere: Es zeigt doch, dass wir alle noch in der Lage sind, uns zusammenzuraufen, auch dank den institutionellen Regeln, die uns vielleicht etwas dazu zwingen. Aber trotzdem: Ich habe in den letzten Wochen und auch auf den letzten Metern gespürt, dass Sie den Willen haben, einander entgegenzukommen. Ich danke Ihnen.

Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: Après trois passages dans chacune des Chambres fédérales, une délégation des Commissions des finances du Conseil des Etats et de notre conseil s'est réunie mercredi 18 décembre à 13 heures, en présence de l'Administration fédérale des finances et de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, afin de discuter et d'adopter des propositions de la conférence de conciliation pour les neuf positions budgétaires encore ouvertes ainsi que pour la planification budgétaire 2026–2028 et pour les conditions relatives à l'utilisation des crédits.

Deux concepts relativement différents ont été proposés, notamment en matière de coopération internationale. Un des concepts proposait une coupe de 100 millions de francs tandis que l'autre proposait une coupe de 110





millions de francs. Par 14 voix contre 11, le concept avec une coupe de 110 millions de francs a été soutenu. La minorité Funicello avait été déposée avant d'être finalement retirée.

Pour le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), à la position "Coopération au développement (bilatérale)", le montant porté au budget dans le projet du Conseil fédéral était de 866 millions de francs. Lors de notre dernière discussion dans cette chambre, nous avons adopté un montant de 776 millions, soit une coupe de 90 millions, alors que le Conseil des Etats a adopté une coupe de 45 millions. La conférence de conciliation vous propose d'adopter une coupe de 55 millions. Une proposition visant à porter cette coupe à 50 millions a été rejetée, par 14 voix contre 12. Toujours au DFAE, à la position "Contributions à des organisations multilatérales", le projet du Conseil fédéral avait au budget un montant de 308 millions. Lors de notre dernière discussion, nous avons adopté un montant de 298 millions, alors que le Conseil des Etats a effectué une coupe de 30 millions. La conférence de conciliation vous propose d'adopter cette coupe de 30 millions, selon le Conseil des Etats.

Concernant le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), à la position "Coopération économique", le Conseil fédéral proposait un montant de 397 millions de francs. Notre conseil a décidé d'une coupe de 25 millions et le Conseil des Etats d'une coupe de 23 millions. La conférence de conciliation vous propose de maintenir la décision de notre conseil, soit une réduction de 25 millions.

Concernant le Département fédéral de l'intérieur et l'Office fédéral des assurances sociales, à la position "Accueil extra-familial pour enfants", le Conseil fédéral proposait un montant de 35,77 millions de francs. Notre conseil a augmenté cette position de 6,9 millions et le Conseil des Etats a décidé de soutenir la proposition du Conseil fédéral. La conférence de conciliation vous propose d'adopter le montant décidé par le Conseil des Etats selon la proposition du Conseil fédéral, à savoir sans aucune augmentation.

Concernant le Département fédéral des finances, pour le budget de l'Office fédéral des constructions et de la logistique, le Conseil fédéral proposait un montant de 317 millions de francs. Notre conseil a soutenu ce montant, alors que le Conseil des Etats a décidé d'une coupe de 31 millions. La conférence de conciliation vous propose de soutenir le montant prévu par le Conseil fédéral, et de maintenir la décision de notre conseil.

Concernant le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche, à la position "Nouvelle politique régionale" du SECO, le Conseil fédéral n'entendait pas alimenter ce fonds pour 2025, l'estimant suffisamment doté. Notre conseil a décidé de doter ce fonds d'un montant de 12,477 millions de francs. Le Conseil des Etats a décidé de soutenir la position du Conseil fédéral. La conférence de conciliation vous fait une proposition médiane, en l'occurrence de majorer de 6 millions le budget proposé par le Conseil fédéral.

Concernant le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation à la position "Bourses à des étudiants étrangers en Suisse", notre conseil a décidé une coupe de 2 millions de francs et le Conseil des Etats, une coupe de 1 million. La conférence de conciliation vous propose une coupe de 1,5 million.

Concernant le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication par le budget de l'Office fédéral des transports à la position "Systèmes de propulsion alternatifs pour bus et bateaux", le Conseil fédéral avait inscrit 46 millions de francs. Notre conseil a soutenu ce

AB 2024 N 2511 / BO 2024 N 2511

montant, alors que le Conseil des Etats a décidé une coupe de 15,3 millions. La conférence de conciliation vous demande de soutenir une coupe de 10 millions.

Concernant l'Office fédéral de l'environnement à la position "Animaux sauvages et chasse", le Conseil des Etats a décidé de majorer de 500 000 francs le budget proposé par le Conseil fédéral. Notre conseil a décidé d'en rester au montant proposé par le Conseil fédéral. La conférence de conciliation propose de suivre le Conseil des Etats avec une majoration du budget de 500 000 francs.

J'en viens aux conditions-cadres d'utilisation des crédits.

A la page C2 du dépliant, pour ce qui concerne le DFAE, notre conseil a soutenu le principe de ne donner aucune contribution financière à l'UNRWA. Le Conseil des Etats, pour sa part, souhaitait consulter les Commissions de politique extérieure. Une proposition visant à conditionner l'aide et à la plafonner à 10 millions de francs a été refusée par 13 voix contre 10. La conférence de conciliation vous propose de suivre le Conseil des Etats.

Concernant le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports à la position "Charges et investissements en matière d'armement" concernant la défense, notre conseil a décidé que, sur les 530 millions de francs de crédits supplémentaires, 200 millions seraient consacrés à la défense aérienne air-sol. Le Conseil des Etats ne veut pas imposer ces conditions. La conférence de conciliation vous propose de suivre le Conseil des Etats.

Aux pages D1 à D4 du dépliant, pour ce qui concerne l'arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les



années 2026 à 2028, la conférence de conciliation vous propose de soutenir l'ensemble des décisions du Conseil des Etats, hormis pour l'Office fédéral des constructions et de la logistique, où elle propose de suivre notre conseil, précisant tout de même que pour la planification financière des charges d'investissement du budget de défense, c'est la planification du Conseil des Etats, soit 1 pour cent du PIB, qui est proposée à l'échéance de 2032.

Après plus de 15 heures passées à débattre dans ce conseil sur le budget 2025, je vous invite à accepter les propositions consensuelles de la conférence de conciliation. Je me permets également de remercier tant Mme la conseillère fédérale que ses services, le secrétariat de la Commission des finances et vous toutes et tous, chers collègues de la Commission des finances et du conseil, pour nous avoir supportés pendant autant de temps.

Giacometti Anna (RL, GR), für die Kommission: Gestern fand in Anwesenheit von Bundesrätin Keller-Sutter die Einigungskonferenz statt. Einleitend mache ich einige Ausführungen zum Verfahren.

Gemäss Artikel 93 des Parlamentsgesetzes geht der Einigungsantrag zunächst an den Erstrat und, sofern dieser dem Einigungsantrag gesamthaft zustimmt, an den anderen Rat. Wird der Einigungsantrag in einem Rat verworfen, wird der Erlassentwurf abgeschrieben.

Für die drei Bundesbeschlüsse Ia, Ib und II kommen unterschiedliche Verfahren zur Anwendung. Der Bundesbeschluss Ia über den Voranschlag muss verabschiedet werden, ansonsten fehlen dem Bundesrat die finanziellen Ressourcen für die Ausübung der von der Rechtsordnung vorgesehenen Aufgaben. In Artikel 94 des Parlamentsgesetzes ist für den Einigungsantrag eine spezielle Lösung vorgesehen: Der tiefere Betrag aus der dritten Beratung gilt als angenommen, falls der Einigungsantrag zum Bundesbeschluss Ia in einem Rat verworfen wird.

Beim Bundesbeschluss II über den Finanzplan und beim Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag gilt das Verfahren nach Artikel 94a Absätze 2 und 3 des Parlamentsgesetzes: Die Einigungskonferenz stellt zu jeder Differenz einen Einigungsantrag. Über jeden Antrag wird gesondert abgestimmt. Wird ein Antrag abgelehnt, wird die betreffende Bestimmung gestrichen.

Die Einigungskonferenz, bestehend aus Mitgliedern der zwei Finanzkommissionen, hat die noch bestehenden Differenzen zwischen den Räten ausführlich diskutiert. Beim Voranschlag 2025 lagen zwei Konzepte vor; diese wurden einander gegenübergestellt. Folgendes Konzept ist in der Einigungskonferenz angenommen worden: Bei der internationalen Zusammenarbeit hat die Einigungskonferenz einer Kürzung um insgesamt 110 Millionen Franken zugestimmt. Diese setzt sich wie folgt zusammen: Kürzungen im Departement für auswärtige Angelegenheiten in der Höhe von 55 Millionen Franken bei der Position "Entwicklungszusammenarbeit (bilateral)" und von 30 Millionen bei der Position "Beiträge an multilaterale Organisationen" sowie von 25 Millionen bei der Position "Wirtschaftliche Zusammenarbeit" im Staatssekretariat für Wirtschaft.

Bei der Position "Familienergänzende Kinderbetreuung" im Bundesamt für Sozialversicherungen hat die Einigungskonferenz beschlossen, dem Ständerat, gemäss Bundesrat, zu folgen.

Bei der Position "Investitionen (Globalbudget)" im Bundesamt für Bauten und Logistik will die Einigungskonferenz dem Nationalrat, gemäss Bundesrat, folgen und keine Kürzung vornehmen.

Im Staatssekretariat für Wirtschaft hat die Einigungskonferenz eine Erhöhung des Beitrages für "Neue Regionalpolitik" um 6 Millionen Franken beschlossen.

Bei der Position "Stipendien an ausländische Studierende in der Schweiz" im Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation beantragt die Einigungskonferenz eine Kürzung um 1,5 Millionen Franken.

Bei der Position "Alternative Antriebssysteme für Busse und Schiffe" im Bundesamt für Verkehr hat die Einigungskonferenz eine Kürzung um 10 Millionen beschlossen.

Bei der Position "Wildtiere und Jagd" im Bundesamt für Umwelt hat die Einigungskonferenz einer Erhöhung um 500 000 Franken gemäss Ständerat zugestimmt.

Dieser Einigungsantrag wurde mit 14 zu 11 Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen. In einer zweiten Abstimmung wurde ein Kompromissantrag mit 14 zu 12 Stimmen abgelehnt.

Wir kommen zum Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2025, Anhang 2:

Bei der Position "Humanitäre Aktionen" im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten wurde die Rahmenbedingung gemäss Ständerat angenommen. Ein Antrag, der einen maximalen Beitrag an die UNRWA festlegen wollte, wurde mit 13 zu 10 Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt.

Bei der Position "Rüstungsaufwand und -investitionen" in der Verteidigung ist die Einigungskonferenz dem Ständerat gefolgt und hat die Rahmenbedingung gestrichen.



Bei der Position "Wildtiere und Jagd" im Bundesamt für Umwelt wurde die Rahmenbedingung gemäss Ständerat angenommen.

Wir kommen zum Schluss noch zum Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2026–2028. Es sind keine Abstimmungen zu den noch offenen Positionen im Finanzplan durchgeführt worden. Die Einigungskonferenz ist bei jeder Position, mit lediglich einer Ausnahme, dem Ständerat gefolgt. Die Ausnahme betrifft die Position "Investitionen (Globalbudget)" im Bundesamt für Bauten und Logistik. Bei dieser Position wurde dem Beschluss des Nationalrates, kein Auftrag an den Bundesrat, zugestimmt.

Ich möchte mich noch beim Bundesrat, insbesondere bei Bundesrätin Keller-Sutter – sie ist jetzt gegangen –, bei der Finanzverwaltung, beim Sekretariat der Finanzkommission für die kompetente Unterstützung, bei Kollege Nicolet und bei den Kolleginnen und Kollegen der Finanzkommission für die sehr gute Zusammenarbeit herzlich bedanken.

Im Namen der Einigungskonferenz bitte ich Sie, unserem Antrag zuzustimmen.

Kälin Irène (G, AG): Und jetzt? Nach knapp drei Wochen Budgetdebatten und zuweilen basarähnlichen Szenen, in denen man sich mit pauschalen und wenig differenzierten Sparangeboten zu unterbieten versuchte, und nach bizarren Kehrtwendungen, als jene, die die Geister der Querschnittkürzungen und des Zusammenstreichens der internationalen Zusammenarbeit gerufen hatten, diese anderen in die Schuhe schieben wollten, weil ihnen vor dem eigenen Spuk

AB 2024 N 2512 / BO 2024 N 2512

unwohl wurde, stehen wir also vor dem Antrag der Einigungskonferenz.

Es war nie unser Budget, es ist auch heute nicht unser Budget. Der Armee derart viel Geld zuzuschauen und dabei die Realität zu verkennen, dass Aufrüstung alleine keine Sicherheit schafft, ist und bleibt der grosse und verheerende Fehler dieses Budgets. Das Budget, das wir nun vor uns liegen haben, ist und bleibt im Ungleichgewicht, weil jede Ausgabe dem Ziel der überbewerteten Beschaffung von Kriegsmaterial untergeordnet wurde. Dafür bluten muss die internationale Zusammenarbeit. Denn das zusätzliche Geld wächst bekanntlich nicht auf den Bäumen. Es war ohne massive und tiefgreifende Kürzungen in anderen Bereichen in unserer Bundeskasse nicht vorhanden. Dass dafür die internationale Zusammenarbeit zusammengekürzt wird, ist so widersprüchlich wie falsch. Gerade die internationale Zusammenarbeit und die Friedensförderung, das Engagement für demokratische internationale Institutionen sind für die Sicherheit eines neutralen Landes wie die Schweiz elementar. Nur wenige Länder haben die Glaubwürdigkeit und Tradition, um, wie in diesem Sommer auf dem Bürgerstock bewiesen, sehr viele sehr verschiedene Länder zu mobilisieren, um grosse weltpolitische Herausforderungen zu diskutieren und zu verhandeln.

Mit diesem Budget schwächen wir genau dieses Engagement, wir verspielen einen der wichtigsten sicherheitspolitischen Trümpfe überhaupt und lassen Menschen in Not im Stich – nicht zu reden davon, dass mit dieser einseitigen Übervorteilung der Armee dringend notwendige Investitionen in die Zukunft unseres Landes auf die lange Bank geschoben werden. Investitionen für die Energiewende und zum Schutz vor der Klimakrise werden aufgeschoben. Die Mobilität von unseren Studierenden wird eingeschränkt statt gefördert, die externe Kinderbetreuung weiterhin nicht genug schnell ausgebaut.

Als die Debatte über das Budget begann, ging es einer Mehrheit darum, Kompensationsmöglichkeiten zu finden, mit denen sie den gigantischen Zuwachs der Armee ausgleichen konnte. Sobald die Ausgaben der Armee in trockenen Tüchern waren, mussten wir aber feststellen, dass es gar nicht um Kompensation geht. Als die Aufstockung bei der Landwirtschaft und beim Wald ebenfalls beschlossen war, ging es nur noch darum, der internationalen Zusammenarbeit weiter Geld wegzunehmen und das Bundespersonal abzustrafen. Damit das gelang, hat sich eine Partei oder mindestens Teile einer Partei, die einst ein C im Namen trug und zu Recht die humanitäre Tradition unseres Landes stützte und beschützte, dem Reduit-Gedanken von rechts unterworfen und bei der Entwicklungszusammenarbeit mehr geopfert, als nötig gewesen wäre, selbst unter dem bürgerlichen Motto der schnellstmöglichen Aufrüstung.

Wir sind enttäuscht. Wir konnten und können dieses Budget nicht mittragen, denn alle Hände, die wir für Kompromisse ausgestreckt haben, wurden zurückgeschlagen. Den Antrag der Einigungskonferenz nehmen wir selbstverständlich an. Auch wenn dieser vermeintliche Kompromiss nicht unser Kompromiss ist, so ist der Antrag der Einigungskonferenz doch das kleinere Übel gegenüber den jeweils tieferen Beträgen, die sonst gelten würden.

Ich möchte zum Schluss dieser Debatte noch einmal von Herzen Danke sagen, und zwar all jenen, die uns bei dieser Debatte, so leidig das Resultat auch sein mag, mit unendlich viel Engagement unterstützt haben. Ich möchte mich sehr herzlich beim Sekretariat der Finanzkommission, der Eidgenössischen Finanzverwaltung



und dem Finanzdepartement und selbstverständlich auch bei unseren Berichterstattenden bedanken. Danke für die riesengrosse Arbeit, danke für die riesengrosse Unterstützung.

Funiciello Tamara (S, BE): Auch nach der Einigungskonferenz ist klar: Dieses Budget ist nicht unser Budget. Der Blankocheque für die Armee, von dem wir nach wie vor nicht wissen, wie er eingesetzt werden wird, der massive Abbau beim Personal und vor allem bei der Entwicklungszusammenarbeit sind für uns rote Linien, die früh in diesem Budgetprozess überschritten wurden.

Mit dem Antrag der Einigungskonferenz haben wir leider einen weiteren Tiefpunkt erreicht, denn dieser Antrag wirft die Frage auf, was Sie eigentlich wollen. Die Antwort lautet, dass es Ihnen wohl weder um die Sicherheit der Schweiz noch um eine langfristige Finanzpolitik geht. Der Grund, wieso diese ganze Abbauübung gemacht werden muss, und das haben Sie auch mehrmals zugegeben, ist die Aufrüstung der Armee. Sie wollen der Armee mehr Geld geben. Darum müssen andere Bereiche wie Bildung, Kultur, internationale Zusammenarbeit und Personal bluten. Nun ist es aber so, dass wir für das Budget 2025 noch Geld zur Verfügung hätten, und Sie haben sich dafür entschieden, es nicht zu investieren. Sie haben sich dafür entschieden, mehr als nötig bei der internationalen Zusammenarbeit, aber auch beim Personal und beim Asylwesen abzubauen.

Also nochmals, worum geht es Ihnen eigentlich? Der Verdacht liegt nahe, dass es um eine Ideologie geht, eine Ideologie, die sagt: Wir wollen den Staat "zusammenstutzen", wir wollen keine internationale Zusammenarbeit, wir wollen in Waffen statt in Menschen investieren. Diese Haltung darf man haben, wir sind in der Politik, aber dann seien Sie ehrlich. Sagen Sie den Leuten, Sie wollen keine Entwicklungszusammenarbeit. Sagen Sie den Leuten, die humanitäre Tradition der Schweiz sei nicht mehr so wichtig. Sagen Sie den Leuten, dass es Sie nicht interessiert, wenn Menschen in Trockengebieten keine Unterstützung erhalten, wenn Wasserprojekte geschlossen werden. Diese Haltung darf man haben, aber stehen Sie dazu.

Oder erklären Sie mir und der Bevölkerung, wieso wir nicht 10 Millionen Franken weniger bei der internationalen Zusammenarbeit gespart haben, obwohl das Geld da wäre. Sie haben immer behauptet, die Bevölkerung der Schweiz würde hinter diesem Entscheid stehen. Rund 70 Prozent der Schweizerinnen und Schweizer spenden jedes Jahr. Die Bewohnerinnen und Bewohner der Schweiz sind solidarisch und grosszügig – ihr Parlament offensichtlich nicht.

Die nächsten Jahre werden nicht einfacher sein. Irgendwie müssen wir die von Ihnen beschlossenen Ausgaben für die Armee finanzieren. Mit diesem Budget haben Sie bereits Grenzen überschritten. Nächstes Jahr gibt es keinen Raum mehr für Effizienzsteigerungen, wie Sie den Abbau von Leistungen so schön nennen. Es müssen Lösungen auf den Tisch, und das wissen Sie.

Die SP-Fraktion bietet Hand für Lösungen, die nicht mehr zu sinnlosem Abbau führen, die sinnvolle Investitionen in die Zukunft dieses Landes und dieser Welt ermöglichen. Die SP-Fraktion bietet Hand für eine verantwortungsvolle, langfristige, überlegte Finanzpolitik – bieten Sie uns auch die Ihre.

Gredig Corina (GL, ZH): Die Budgetdebatte 2025 war ein Gewitterchen im Vergleich zu dem Sturm, der sich am finanzpolitischen Horizont auftut. Und trotzdem hat das Parlament bereits in diesem Jahr über 100 Millionen Franken bei der internationalen Entwicklungszusammenarbeit gekürzt. Das ist sehr viel, und das trifft einen Bereich, in dem die Schweiz als verlässliche Partnerin für Frieden und Sicherheit wahrgenommen wird. Im gestrigen Kommentar in der "Neuen Zürcher Zeitung" wurde es treffend formuliert: "Derart massive [...] Kürzungen, wie sie in den vergangenen drei Wochen vor allem bei der Entwicklungshilfe zur Debatte standen, sollten nicht zur Regel werden."

Es ist Zeit für eine klare Strategie, denn es ist schlicht unmöglich, dass wir, wenn wir das Armeebudget massiv erhöhen und Mehrausgaben bei der Landwirtschaft tätigen möchten, auch noch keine höheren Steuern zulassen – und dennoch möchten wir selbstverständlich die Schuldenbremse einhalten. Das geht einfach nicht zusammen! Man kann denselben Franken nicht zwei- oder sogar dreimal gleichzeitig ausgeben. Wir müssen mit klaren Strategien arbeiten, die realistisch sind.

Erstens heisst das, dass wir bei der Armeefinanzierung einen klaren Plan haben müssen, wie wir die Finanzierung des Budgets nachhaltig sicherstellen wollen. Einen solchen Plan haben wir heute noch nicht.

Zweitens braucht es eine Debatte über die Frage, wie wir die Altersvorsorge sicherstellen möchten. Wir haben jetzt nicht

AB 2024 N 2513 / BO 2024 N 2513

darüber gesprochen, diese Frage bleibt aber drängend. Hier brauchen wir ebenfalls langfristige Lösungen, wir müssen uns sehr rasch Gedanken machen. Wir sind hier nicht nachhaltig unterwegs.

Drittens müssen wir Subventionen abbauen, statt sie weiter zu erhöhen, was wir leider auch in dieser Budget-



debatte wieder gemacht haben. Wir haben dann im Rahmen des Entlastungspaketes die Möglichkeit, genau das nachzuholen, was dieses Mal wieder verpasst wurde.

Wir müssen klare Prioritäten setzen und mit Verantwortung und Weitsicht agieren. Die Weitsicht habe ich in der Debatte immer wieder vermisst. Ich hoffe, dass wir sie im nächsten Jahr, bei der nächsten Debatte, etwas zurückgewinnen werden.

Die GLP-Fraktion wird dem Antrag der Einigungskonferenz zustimmen. Ich möchte an dieser Stelle noch meinen Dank aussprechen, vor allem an die Mitarbeitenden unseres Kommissionssekretariates. Sie haben in den letzten Monaten, in den letzten Wochen eine Riesenarbeit geleistet. Die Bundesrätin hat es vorhin gesagt: Wir haben x Stunden debattiert. Noch viel mehr Stunden wurde vorbereitet – zu später Stunde –, damit wir hier rechtzeitig die Debatte führen können. Ich möchte auch unseren Kommissionsprechenden danken, die über sehr, sehr viele Stunden eine hervorragende Arbeit geleistet haben.

Kaufmann Pius (M-E, LU): Die Ausgangslage für die Beratung des Voranschlags 2025 und des integrierten Aufgaben- und Finanzplans 2026–2028 war nicht einfach. Ich sagte in der Eintretensdebatte, dass es unsere Aufgabe und unsere Verantwortung als Parlament sei, ein schuldenbremsenkonformes Budget zu erarbeiten. Das war die oberste Leitlinie, und dieses Ziel haben wir erreicht – entgegen den Berichterstattungen, entgegen Wetten, die gelaufen sind, wonach wir dies nicht erreichen werden.

Ein weiteres Ziel der Mitte-Fraktion war – und da schaue ich jetzt zur Ratslinken –, dass die wichtigen Beschlüsse der letzten Sessionen im Budget abgebildet werden. Dieses Ziel haben wir auch erreicht. Ich bitte Sie schon, das auch zu respektieren: Wenn hier Entscheide fallen, Mehrheitsbeschlüsse gefasst werden und wir dies im Budget entsprechend abbilden, sollte das auch akzeptiert werden. Somit ist für die Mitte-Fraktion klar: Wir werden den Antrag der Einigungskonferenz annehmen. Inhaltlich gehe ich nicht mehr weiter darauf ein.

Ich komme zum Dank: Vorab danke ich der zuständigen Bundesrätin, Frau Keller-Sutter, und ihrem Departement. Weiter danke ich unserer Kommissionspräsidentin, die dieses Jahr unter speziellen Umständen die Kommission führte. Weiter danke ich auch unserer Kommissionssprecherin und unserem Kommissionsprecher für ihren grossen Einsatz. Und zum Schluss sage ich einen ganz speziellen Dank unserem Kommissionssekretariat, vor allem Herrn Florent Strobel, der in den letzten Monaten eine Riesenarbeit für uns gemacht hat und uns stets mit Rat und Tat zur Verfügung stand. Besten Dank!

Zybach Ursula (S, BE): Werter Kollege Kaufmann, Sie haben erwähnt, dass wir alles nachvollzogen haben, dass wir hier im Generellen entschieden haben. Ja, das habe ich mir auch erhofft. Ich stand auch da vorne und habe für solche Dinge gekämpft. Mich würde wundernehmen, was Sie zu den Themen Baukultur, Pro Helvetia, Stipendien an ausländische Studierende und Mobilität sagen. Was wurde da gemacht?

Kaufmann Pius (M-E, LU): Dazu gab es Beschlüsse des Ständerates. Der Antrag zur Baukultur kam aus dem Ständerat. Dort haben wir uns geeinigt. Zu Pro Helvetia gab es Anträge bei der Beratung der Kulturbotschaft. Diese Anträge haben wir damals gestellt, wir haben sie wieder gestellt, und wir haben Mehrheiten gefunden. Ich bitte Sie, das zu akzeptieren.

Molina Fabian (S, ZH): Herr Kollege Kaufmann, Sie haben sich jetzt in einer schwierigen Ausgangslage als grosser Schmied von Kompromissen verkauft. Nun hätte es ja auch die Möglichkeit gegeben, bei der internationalen Zusammenarbeit weniger zu kürzen, als es die Einigungskonferenz nun vorsieht, und trotzdem die Schuldenbremse einzuhalten. Weshalb haben Sie keine Hand geboten dazu?

Kaufmann Pius (M-E, LU): Das habe ich Kollegin Funicello schon gesagt. Wir haben beim Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit Mehreinnahmen von 22 Millionen Franken eingestellt – das ist etwas, was die Finanzkommission sonst nicht macht. Unsere Bundesrätin hat gesagt, sie nehme das entgegen, aber sie könne uns nicht garantieren, dass diese 22 Millionen Franken kommen werden. Dieses Delta haben wir gebraucht, und wenn Sie diese 22 Millionen Franken abziehen, dann ist nicht mehr viel übrig, dann beträgt der Unterschied noch etwa 7 Millionen Franken.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzter Herr Kaufmann, weshalb lässt sich die Mitte-Fraktion von den Linken gerade bei der internationalen Zusammenarbeit so unter Druck setzen? Im letzten Jahr wurde mit 4,64 Milliarden Franken so viel wie noch nie bezahlt, 1 Milliarde Franken mehr als zwei Jahre vorher. Die öffentliche Entwicklungshilfe betrug 0,61 Prozent des Bruttonationaleinkommens. Weshalb gehen Sie mit den Linken mit? Weshalb lassen Sie sich fast beleidigen, und weshalb haben Sie nicht die Vorstösse oder die Anliegen der SVP-Fraktion unterstützt, die bedeutend mehr Geld sparen und weniger ins Ausland schicken will?



Kaufmann Pius (M-E, LU): Geschätzter Kollege, danke für diese Fragen. Wir lassen uns weder von links noch von rechts unter Druck setzen. Wir gehen einen stringenten Weg und sind diesen gegangen. Ich kann Ihnen sagen: Wir haben Anträge gestellt. Ich war es, der bei der IZA die Anträge gestellt hat, ich war es.

Guggisberg Lars (V, BE): Ich bitte Sie namens der SVP-Fraktion, dem Antrag der Einigungskonferenz zuzustimmen. Es handelt sich bei diesem Antrag um einen gutschweizerischen Kompromiss zwischen den beiden Räten. Das oberste Ziel, die Einhaltung der Schuldenbremse, haben wir erreicht. Das war für uns oberste Priorität.

Erlauben Sie mir, hier noch ein paar Worte zu einigen Themen zu verlieren, zunächst zur Armee: Es ist absolut richtig und wichtig, dass wir hier die masslose Vernachlässigung unserer Landesverteidigung der letzten Jahre korrigieren, damit wir die Sicherheit unserer Bevölkerung garantieren können. Ich staune schon über die Ausführungen der Sprecherin der Sozialdemokratischen Fraktion, die Ehrlichkeit verlangt. Wenn die SP-Fraktion ehrlich wäre, würde sie hier vorne stehen und sagen: "Wir wollen die Armee abschaffen", so, wie es in ihrem Parteiprogramm auf Seite 45 steht. Natürlich erwarten wir von der Leitung der Armee, dass sie vorwärtsmacht, damit die Verteidigungsfähigkeit rasch wiederhergestellt werden kann.

Ein paar Worte zur internationalen Zusammenarbeit: Nein, es ist nicht das Ende der humanitären Tradition der Schweiz. Die humanitären Aktionen werden in diesem Budget nämlich nicht angerührt. Ich bitte Sie, das zur Kenntnis zu nehmen. Ich bitte Sie, auch zur Kenntnis zu nehmen, dass es hier um 110 Millionen Franken geht. Das entspricht weniger als 3 Prozent der Ausgaben, die wir heute im Ausland tätigen. Es sind aktuell über 3,8 Milliarden Franken, die wir ins Ausland schicken – anschliessend werden es noch 3,7 Milliarden Franken sein. Also bitte hören Sie auf, hier massiv zu dramatisieren und von einem Ende der humanitären Tradition der Schweiz zu sprechen.

Weiter möchte ich noch ein paar Worte zur Landwirtschaft sagen. Es ist richtig, dass wir die Landwirtschaft keinesfalls schwächen. Wir haben aktuell einen Selbstversorgungsgrad mit Lebensmitteln von unter 50 Prozent. Wir können nicht einmal die Hälfte unserer Bevölkerung ernähren. Es ist schon etwas beschämend, wie hier ab und zu abschätzig über die Landwirtschaft gesprochen wird. Wir haben jetzt halb neun Uhr: Vor vier Stunden sind Bauernfamilien aufgestanden, krampfen auf ihren Höfen, damit Sie einen Latte macchiato mit Schweizer Milch oder ein Urdinkelbrötli geniessen

AB 2024 N 2514 / BO 2024 N 2514

können. Ich bitte Sie, schon zur Kenntnis zu nehmen, dass unsere Schweizer Bauernfamilien viel leisten und unsere Unterstützung verdient haben. Ich bitte Sie auch, das Angebot von Kollege Wandfluh wahrzunehmen, einmal auf seinem Hof vorbeizuschauen, um zu sehen, was auf unseren Bauernhöfen eigentlich genau abgeht. Zu guter Letzt ist es mir auch ein Anliegen zu danken: Ich möchte dem Sekretariat unter der Leitung der Herren Florent Strobel und Franz Leutert sowie auch den Berichterstattenden, Anna Giacometti und Jacques Nicolet, danken. Vielen Dank für Ihre hervorragende Arbeit!

Farinelli Alex (RL, TI): Con le proposte della Conferenza di conciliazione arriviamo alla fine del dibattito sul budget. Non andrò a ripercorrere gli ultimi punti aperti, per i quali il gruppo liberale-radicale si allineerà alle decisioni della Conferenza di conciliazione, ma mi limiterò ad alcune considerazioni di carattere generale.

Wir sind jetzt am Ende der Budgetdebatte, ich werde nicht auf alle Positionen eingehen. Wir als FDP-Liberale Fraktion werden uns dem Antrag der Einigungskonferenz anschliessen, aber ich möchte drei Punkte erwähnen, die für uns zentral sind.

1. Wie die neugewählte Bundespräsidentin gesagt hat, haben wir ein Budget. Das war eine Herausforderung und war am Anfang der Debatte nicht gegeben, aber wir verabschieden das Budget in beiden Räten mit einer soliden Mehrheit, und das ist unsere Verantwortung als Parlament. Man muss betonen, dass das Budget nicht grundlegend verändert wurde. Es sei daran erinnert, dass es in der gesamten Diskussion im Wesentlichen um eine Veränderung von etwa 600 Millionen Franken bei den Ausgaben des Bundes ging – das sind 0,7 Prozent der Ausgaben. Uns scheint, dass es in den nächsten Jahren schwierig werden könnte, die Diskussionen zu führen. Denn wenn wir wegen 0,7 Prozent der Bundesausgaben so viele Probleme haben, dann bedeutet das, dass wir in Zukunft, wenn wir vielleicht über 3, 4 oder 5 Prozent der Ausgaben sprechen müssen, noch mehr Probleme haben werden.

2. Das Parlament hat die Parameter der Schuldenbremse eingehalten. Das ist ein verfassungsmässiger Auftrag, aber auch eine moralische Verpflichtung gegenüber den zukünftigen Generationen. Für die FDP-Liberale Fraktion war und bleibt dies ein zentraler und unverzichtbarer Punkt.



3. Unser Parlament hat entschieden, Prioritäten zu setzen und Mittel umzuverteilen, und das, um einen Schwerpunkt auf die Investitionen für die Gewährleistung der Sicherheit unseres Landes zu legen. Das ist unsere Aufgabe als Politiker. Wir müssen die Prioritäten setzen. Es ist nicht einfach, es ist nicht immer schön, dass wir nicht allen Geld geben können. Vielleicht wäre es einfacher, unbegrenzte Ressourcen zu haben, aber das ist nicht die Realität. Das ist vielleicht ein Wunsch von einigen, aber es ist nicht die Realität. Das Parlament, die Politik und die Parteien müssen Prioritäten setzen. Das ist unsere Verantwortung, und diese haben wir als Parlament wahrgenommen.

In conclusione, ci tenevo a ringraziare chi ci ha aiutato in questo lavoro di preparazione: i Servizi del Parlamento e in particolare il segretariato della Commissione delle finanze, sempre rappresentata in sala dal signor Florent Strobel; l'Amministrazione federale delle finanze, con la presenza del signor Peter Schwendener che ci ha accompagnato in tutti i dibattiti; la neoeletta presidente della Confederazione Karin Keller-Sutter; e, non da ultimo, i colleghi di commissione per l'ottimo lavoro e soprattutto i due relatori Anna Giacometti e Jacques Nicolet, che durante queste tre settimane hanno veramente messo un enorme impegno in favore dei lavori parlamentari e della Commissione delle finanze.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Einigungskonferenz stellt einen Antrag, der alle verbleibenden Differenzen gesamthaft bereinigt. Diese Bestimmung des Parlamentsgesetzes in Artikel 92 Absatz 3 gilt für den Zahlenteil und für den Bundesbeschluss Ia. Für den Bundesbeschluss Ib und den Bundesbeschluss II gilt seit dem 9. September 2024 eine neue Bestimmung, die nun zum ersten Mal angewendet wird. Ich zitiere Artikel 94a Absatz 2 des Parlamentsgesetzes: "Bei den Bundesbeschlüssen über die Legislaturplanung, über den Finanzplan und über die Planungsgrössen im Voranschlag stellt die Einigungskonferenz zu jeder Differenz einen Einigungsantrag. Über jeden Antrag wird gesondert abgestimmt." In Absatz 3 heisst es: "Wird ein Antrag abgelehnt, so wird die betreffende Bestimmung gestrichen."

1. Voranschlag der Verwaltungseinheiten

1. Budget des unités administratives

Departement für auswärtige Angelegenheiten

Département des affaires étrangères

202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

202 Département fédéral des affaires étrangères

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

A231.0329 Entwicklungszusammenarbeit (bilateral)

Fr. 811 693 600

A231.0330 Beiträge an multilaterale Organisationen

Fr. 278 482 600

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A231.0329 Entwicklungszusammenarbeit (bilateral)

A231.0330 Beiträge an multilaterale Organisationen

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A231.0329 Coopération au développement (bilatérale)

Fr. 811 693 600

A231.0330 Contributions à des organisations multilatérales

Fr. 278 482 600



Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0329 Coopération au développement (bilatérale)
A231.0330 Contributions à des organisations multilatérales
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Departement des Innern – Département de l'intérieur

318 Bundesamt für Sozialversicherungen
318 Office fédéral des assurances sociales

Antrag der Einigungskonferenz
Mehrheit

A231.0244 Familienergänzende Kinderbetreuung
Fr. 35 777 100

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0244 Familienergänzende Kinderbetreuung
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation
Majorité

A231.0244 Accueil extrafamilial pour enfants
Fr. 35 777 100

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0244 Accueil extrafamilial pour enfants
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

AB 2024 N 2515 / BO 2024 N 2515

Finanzdepartement – Département des finances

620 Bundesamt für Bauten und Logistik
620 Office fédéral des constructions et de la logistique

Antrag der Einigungskonferenz
Mehrheit

A201.0001 Investitionen (Globalbudget)
Fr. 317 276 500

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A201.0001 Investitionen (Globalbudget)
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation
Majorité

A201.0001 Investissements (enveloppe budgétaire)
Fr. 317 276 500



Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A201.0001 Investissements (enveloppe budgétaire)
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

**Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
Département de l'économie, de la formation et de la recherche**

*704 Staatssekretariat für Wirtschaft
704 Secrétariat d'Etat à l'économie*

*Antrag der Einigungskonferenz
Mehrheit*

A231.0208 Neue Regionalpolitik
Fr. 6 000 000
A231.0202 Wirtschaftliche Zusammenarbeit
Fr. 372 697 900

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0208 Neue Regionalpolitik
A231.0202 Wirtschaftliche Zusammenarbeit
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

*Proposition de la conférence de conciliation
Majorité*

A231.0208 Nouvelle politique régionale
Fr. 6 000 000
A231.0202 Coopération économique
Fr. 372 697 900

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0208 Nouvelle politique régionale
A231.0202 Coopération économique
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

*750 Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation
750 Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation*

*Antrag der Einigungskonferenz
Mehrheit*

A231.0270 Stipendien an ausländische Studierende in der Schweiz
Fr. 8 293 900

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0270 Stipendien an ausländische Studierende in der Schweiz
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

*Proposition de la conférence de conciliation
Majorité*

A231.0270 Bourses à des étudiants étrangers en Suisse
Fr. 8 293 900



Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0270 Bourses à des étudiants étrangers en Suisse
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

**Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication**

*802 Bundesamt für Verkehr
802 Office fédéral des transports*

*Antrag der Einigungskonferenz
Mehrheit*

A236.0145 Alternative Antriebssysteme für Busse und Schiffe
Fr. 36 342 000

Minderheit
(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A236.0145 Alternative Antriebssysteme für Busse und Schiffe
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

*Proposition de la conférence de conciliation
Majorité*
A236.0145 Systèmes de propulsion alternatifs pour bus et bateaux
Fr. 36 342 000

Minorité
(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A236.0145 Systèmes de propulsion alternatifs pour bus et bateaux
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

*810 Bundesamt für Umwelt
810 Office fédéral de l'environnement*

*Antrag der Einigungskonferenz
Mehrheit*

A231.0323 Wildtiere und Jagd
Fr. 17 844 600

Minderheit
(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0323 Wildtiere und Jagd
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

*Proposition de la conférence de conciliation
Majorité*
A231.0323 Animaux sauvages et chasse
Fr. 17 844 600

Minorité
(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0323 Animaux sauvages et chasse
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation



**Früher bewilligte, laufende Verpflichtungskredite
Crédits d'engagement ouverts, autorisés antérieurement**

Departement des Innern – Département de l'intérieur

318 Bundesamt für Sozialversicherungen
318 Office fédéral des assurances sociales

AB 2024 N 2516 / BO 2024 N 2516

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

V0034.04/A231.0244 Familienergänzende Kinderbetreuung
Streichen

Minderheit

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
V0034.04/A231.0244 Familienergänzende Kinderbetreuung
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

V0034.04/A231.0244 Accueil extrafamilial pour enfants
Biffer

Minorité

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
V0034.04/A231.0244 Accueil extrafamilial pour enfants
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

810 Bundesamt für Umwelt
810 Office fédéral de l'environnement

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

V0146.04/A231.0323 Wildtiere, Jagd, Fischerei 2025–2028
Fr. 2 000 000

Minderheit

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
V0146.04/A231.0323 Wildtiere, Jagd, Fischerei 2025–2028
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

V0146.04/A231.0323 Animaux sauvages, chasse et pêche 2025–2028
Fr. 2 000 000

Minorité

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
V0146.04/A231.0323 Animaux sauvages, chasse et pêche 2025–2028
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation



2. Bundesbeschluss la über den Voranschlag für das Jahr 2025 **2. Arrêté fédéral la concernant le budget pour l'année 2025**

Art. 1 Abs. 2

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

Bst. a

a. ... 84 920 126 800 Franken;

Bst. c

c. ... 1 436 082 900 Franken.

Minderheit

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Art. 1 al. 2

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

Let. a

a. ... 84 920 126 800 francs;

Let. c

c. ... 1 436 082 900 francs.

Minorité

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Art. 2 Abs. 2

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

Bst. a

a. ... 6 422 508 100 Franken;

Bst. c

c. ... 5 437 438 600 Franken.

Minderheit

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Art. 2 al. 2

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

Let. a

a. ... 6 422 508 100 francs;

Let. c

c. ... 5 437 438 600 francs.

Minorité

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Art. 3 Abs. 3

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

Abs. 3

... auf 86 515 800 100 Franken. ... um 29 422 640 Franken.



Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Art. 3 al. 3

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

Al. 3

... à 86 515 800 100 francs ... de 29 422 640 francs.

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30101)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 189 Stimmen

Dagegen ... 5 Stimmen

(0 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen im Voranschlag für das Jahr 2025

3. Arrêté fédéral Ib concernant le cadre financier inscrit au budget 2025

Anhang 2 – Annexe 2

Departement für auswärtige Angelegenheiten

Département des affaires étrangères

202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

202 Département fédéral des affaires étrangères

AB 2024 N 2517 / BO 2024 N 2517

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

A231.0332 Humanitäre Aktionen

Allfällige Beiträge für die UNRWA bedürfen einer Konsultation der Aussenpolitischen Kommissionen der Bundesversammlung. Der Bundesrat stellt in jedem Fall sicher, dass die finanziellen Mittel, inkl. Nachtragskredite, ausschliesslich der notleidenden Zivilbevölkerung im Nahen Osten zu Gute kommen.

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A231.0332 Humanitäre Aktionen

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A231.0332 Actions humanitaires

Les éventuelles contributions à l'UNRWA nécessitent une consultation des Commissions de politique extérieure de l'Assemblée fédérale. Le Conseil fédéral garantit dans tous les cas que les moyens financiers, y compris les crédits supplémentaires, profitent exclusivement à la population civile en détresse du Proche-Orient.



Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A231.0332 Actions humanitaires

Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30102)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 132 Stimmen

Dagegen ... 62 Stimmen

(1 Enthaltung)

Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport

Département de la défense, de la protection de la population et des sports

525 Verteidigung

525 Défense

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

A202.0101 Rüstungsaufwand und -investitionen

Streichen

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A202.0101 Rüstungsaufwand und -investitionen

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A202.0101 Charges et investissements en matière d'armement

Biffer

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A202.0101 Charges et investissements en matière d'armement

Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30103)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 195 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)



Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

810 Bundesamt für Umwelt
810 Office fédéral de l'environnement

Antrag der Einigungskonferenz
Mehrheit

A231.0323 Wildtiere und Jagd

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von 500 000 Franken sind zugunsten der Förderung der Massnahmen zur Arten- und Lebensraumförderung in Jagdbanngebieten und Wasser- und Zugvogelreservaten einzusetzen.

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A231.0323 Wildtiere und Jagd

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A231.0323 Animaux sauvages et chasse

Les moyens supplémentaires d'un montant de 500 000 francs doivent être utilisés en faveur de la promotion des mesures de conservation des espèces et des habitats dans les districts francs et les réserves d'oiseaux d'eau et de migrants.

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A231.0323 Animaux sauvages et chasse

Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30104)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 189 Stimmen

Dagegen ... 5 Stimmen

(1 Enthaltung)

4. Bundesbeschluss II über den Finanzplan für die Jahre 2026–2028

4. Arrêté fédéral II concernant le plan financier pour les années 2026–2028

Art. 2

Departement für auswärtige Angelegenheiten
Département des affaires étrangères

202 Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
202 Département fédéral des affaires étrangères

Antrag der Einigungskonferenz
Mehrheit

A231.0329 Entwicklungszusammenarbeit (bilateral)

FP 2026: Fr. 825 679 000

FP 2027: Fr. 784 516 800

FP 2028: Fr. 747 298 800



A231.0330 Beiträge an multilaterale Organisationen
Kein Auftrag an den Bundesrat

AB 2024 N 2518 / BO 2024 N 2518

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0329 Entwicklungszusammenarbeit (bilateral)
A231.0330 Beiträge an multilaterale Organisationen
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A231.0329 Coopération au développement (bilatérale)
PF 2026: Fr. 825 679 000
PF 2027: Fr. 784 516 800
PF 2028: Fr. 747 298 800
A231.0330 Contributions à des organisations multilatérales
Pas de mandat au Conseil fédéral

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0329 Coopération au développement (bilatérale)
A231.0330 Contributions à des organisations multilatérales
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.

Pos. 202.A231.0329

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30105)
Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 119 Stimmen
Dagegen ... 75 Stimmen
(1 Enthaltung)

Pos. 202.A231.0330

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30106)
Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 195 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

Departement des Innern – Département de l'intérieur

318 Bundesamt für Sozialversicherungen
318 Office fédéral des assurances sociales

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

A231.0244 Familienergänzende Kinderbetreuung
Kein Auftrag an den Bundesrat





Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0244 Familienergänzende Kinderbetreuung
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A231.0244 Accueil extrafamilial pour enfants
Pas de mandat au Conseil fédéral

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0244 Accueil extrafamilial pour enfants
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30107)
Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 195 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
Département de la défense, de la protection de la population et des sports

525 Verteidigung

525 Défense

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

A202.0101 Rüstungsaufwand und -investitionen
FP 2026: Fr. 3 079 000 000
FP 2027: Fr. 3 408 000 000
FP 2028: Fr. 3 822 000 000

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A202.0101 Rüstungsaufwand und -investitionen
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A202.0101 Charges et investissements en matière d'armement
PF 2026: Fr. 3 079 000 000
PF 2027: Fr. 3 408 000 000
PF 2028: Fr. 3 822 000 000

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A202.0101 Charges et investissements en matière d'armement
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.



Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30108)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 123 Stimmen

Dagegen ... 72 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Finanzdepartement – Département des finances

605 Eidgenössische Steuerverwaltung

605 Administration fédérale des contributions

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

A230.0114 Ergänzungssteuer

FP 2027: Fr. 800 000 000

FP 2028: Fr. 800 000 000

Minderheit

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A230.0114 Ergänzungssteuer

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A230.0114 Impôt complémentaire

PF 2027: Fr. 800 000 000

PF 2028: Fr. 800 000 000

Minorité

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A230.0114 Impôt complémentaire

Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funicello wurde zurückgezogen.

AB 2024 N 2519 / BO 2024 N 2519

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30109)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 129 Stimmen

Dagegen ... 66 Stimmen

(0 Enthaltungen)

620 Bundesamt für Bauten und Logistik

620 Office fédéral des constructions et de la logistique

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

A201.0001 Investitionen (Globalbudget)

Kein Auftrag an den Bundesrat

Minderheit

(Funicello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A201.0001 Investitionen (Globalbudget)

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz





Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A201.0001 Investissements (enveloppe budgétaire)
Pas de mandat au Conseil fédéral

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A201.0001 Investissements (enveloppe budgétaire)
Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30110)
Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 195 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

704 Staatssekretariat für Wirtschaft

704 Secrétariat d'Etat à l'économie

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

A231.0192 Schweiz Tourismus
A231.0208 Neue Regionalpolitik
Kein Auftrag an den Bundesrat
A231.0202 Wirtschaftliche Zusammenarbeit
FP 2026: Fr. 395 653 400
FP 2027: Fr. 376 736 500
FP 2028: Fr. 345 015 500

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)
A231.0192 Schweiz Tourismus
A231.0208 Neue Regionalpolitik
A231.0202 Wirtschaftliche Zusammenarbeit
Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz

Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A231.0192 Suisse Tourisme
A231.0208 Nouvelle politique régionale
Pas de mandat au Conseil fédéral
A231.0202 Coopération économique
PF 2026: Fr. 395 653 400
PF 2027: Fr. 376 736 500
PF 2028: Fr. 345 015 500



Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A231.0192 Suisse Tourisme

A231.0208 Nouvelle politique régionale

A231.0202 Coopération économique

Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.

Pos. 704.A231.0192

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30111)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 195 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Pos. 704.A231.0208

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30112)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 195 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Pos. 704.A231.0202

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30113)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 120 Stimmen

Dagegen ... 74 Stimmen

(1 Enthaltung)

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

810 Bundesamt für Umwelt

810 Office fédéral de l'environnement

Antrag der Einigungskonferenz

Mehrheit

A231.0323 Wildtiere und Jagd

FP 2026: Fr. 17 884 000

FP 2027: Fr. 17 963 200

FP 2028: Fr. 18 037 800

Die zusätzlichen Mittel in der Höhe von jährlich 500 000 Franken sind zugunsten der Förderung der Massnahmen zur Arten- und Lebensraumförderung in Jagdbanngebieten und Wasser- und Zugvogelreservaten einzusetzen.

Minderheit

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A231.0323 Wildtiere und Jagd

Ablehnung des Antrages der Einigungskonferenz



Proposition de la conférence de conciliation

Majorité

A231.0323 Animaux sauvages et chasse

PF 2026: Fr. 17 884 000

PF 2027: Fr. 17 963 200

PF 2028: Fr. 18 037 800

Les moyens supplémentaires d'un montant de 500 000 de francs par an sont destinés à la promotion des mesures de conservation des espèces et des milieux naturels dans les districts francs et les réserves d'oiseaux d'eau et de migrants.

Minorité

(Funciello, Hurni, Wermuth, Wettstein, Wyss)

A231.0323 Animaux sauvages et chasse

Rejeter la proposition de la conférence de conciliation

AB 2024 N 2520 / BO 2024 N 2520

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Funciello wurde zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.041/30114)

Für den Antrag der Einigungskonferenz ... 191 Stimmen

Dagegen ... 4 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Das Geschäft geht an den Ständerat zurück.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, es ist mir ein Bedürfnis, für die Disziplin und auch die Flexibilität, die Sie an den Tag gelegt haben, Danke zu sagen. Ich danke ausdrücklich auch der Berichterstatterin und dem Bericht-
erstatter, die Nacharbeit geleistet haben, sowie dem Sekretariat des Rates, das sich für das Geschäft stark
engagiert hat.